

son nom étant trop intimement lié aux efforts déployés par les non-alignés pour la favoriser. En conséquence, à l'instar d'autres petits pays, la Yougoslavie se mit à dénoncer la détente comme une manifestation de la « domination des grandes puissances ».

L'après-titisme

Semblant prendre enfin conscience de sa condition mortelle, le président Tito entreprenait en 1977-1978 une tournée des principaux pays pour tenter d'assurer la survie de la Yougoslavie après sa propre disparition de la scène politique. La question demeure cependant de savoir si la Yougoslavie de l'après-titisme saura suivre l'évolution de la situation mondiale et régler ses propres problèmes intérieurs. Plus précisément, le retour de la Yougoslavie dans le camp soviétique, sur le plan idéologique ou autre, est-il imminent en dépit de son attachement au principe du non-alignement? La réponse à ces questions dépend évidemment des visées soviétiques sur la Yougoslavie de l'après-titisme.

L'avenir de la Yougoslavie sur la scène internationale est intimement lié au degré de stabilité et de consensus internes que ses dirigeants réussissent à maintenir après la disparition de Tito, principal facteur d'unité nationale. L'Union soviétique, que la plupart des Yougoslaves considèrent comme la vraie menace à l'indépendance de leur pays, pourrait en effet voir d'un bon œil, une résurgence du problème des nationalités, qui lui permettrait d'avoir plus d'emprise et plus d'influence sur l'évolution de la situation dans ce pays. Les forces conservatrices en Yougoslavie même pourraient accueillir favorablement une intervention soviétique si elles la considéraient seule capable de préserver le régime communiste yougoslave d'une tendance à la libéralisation et d'empêcher que son système fédéral ne s'oriente trop rapidement vers une confédération (toutes tendances qui se sont déjà manifestées dans les années 60 et qui pourraient se réveiller à la faveur d'un regain de pouvoir suffisant des extrémistes nationalistes et réformateurs).

Il semble toutefois peu vraisemblable qu'un éclatement de la Yougoslavie servirait les intérêts à long terme de l'Union soviétique (quoique celle-ci ait été accusée d'intriguer avec les nationalistes croates, avec les Bulgares à propos de la Macédoine et avec des groupes prosoviétiques en Yougoslavie même). Il est au contraire plus probable que Moscou s'accommoderait mieux d'une Yougoslavie affaiblie mais unifiée, dont l'éventuelle docilité lui permettrait de manœuvrer pour influencer davantage sur la planification de la politique

yougoslave et pour disposer de bases navales et aériennes sur l'Adriatique lui ouvrant accès à la Méditerranée. Cependant, si des problèmes de nationalité devaient surgir en Yougoslavie, le Kremlin pourrait à juste titre concevoir des inquiétudes sur la stabilité des Balkans, historiquement agités, et sur les conséquences de cet état de choses pour ses satellites de l'Est. De plus, si la guerre civile éclatait en Yougoslavie, les superpuissances pourraient être tentées d'intervenir, mettant ainsi en péril la paix du continent européen.

L'aggravation du problème des nationalités au point de provoquer une crise de succession en Yougoslavie risquerait de compromettre la paix dans les Balkans et les perspectives de détente en Europe. Ainsi, à supposer qu'un mouvement croate opposé aux nouveaux dirigeants yougoslaves demande la protection des Nations Unies en vue de l'indépendance de la Croatie (solution qui a été proposée par certains croates en 1971), il est probable que l'Union soviétique, estimant ses intérêts vitaux menacés, ne tarderait pas à intervenir. Les États-Unis, pour leur part, ne manqueraient sans doute pas de s'intéresser aux conséquences d'un tel événement. Enfin, une dernière possibilité susceptible de provoquer l'entrée en scène des Soviétiques serait une aggravation telle du problème des nationalités qu'elle risquerait de déclencher une révolution anti-socialiste en Yougoslavie.

Dans l'éventualité d'une détente, et donc d'une diminution de la tension internationale, le scénario serait légèrement différent, et la Yougoslavie pourrait avoir d'autant plus de difficulté à assurer sa sécurité. En effet, en devenant de plus en plus importante aux yeux des superpuissances du fait de sa situation géostratégique, particulièrement par rapport aux pays du Moyen-Orient et de la Méditerranée orientale, la Yougoslavie risque de faire l'objet de nombreux marchandages entre les deux Grands.

A en juger par les premiers signes du processus de détente, les deux Grands sont tout à fait capables de négocier un accord de non-intervention réciproque dans leurs intérêts vitaux respectifs. Dans ces conditions, si l'Union soviétique revendiquait la Yougoslavie comme étant pour elle d'un intérêt vital, les États-Unis pourraient être tentés de se désintéresser de la question yougoslave en échange de concessions dans une autre région importante à leurs yeux. L'avenir de la Yougoslavie risque ainsi d'échapper aux Yougoslaves à mesure qu'elle acquiert de l'importance sur l'échiquier des grandes puissances. Il serait par ailleurs concevable — quoique peu vrai-